Belgique – Crise et austérité : dans la rue et dans les urnes, défendre un plan d'urgence sociale et une alternative anticapitaliste

dimanche 31 mai 2009, par CAUDRON Céline, RIERA Ataulfo (Date de rédaction antérieure : 2 avril 2009).

Sommaire

- Austérité et passivité syndica
- Votez anticapitaliste !

Comme partout ailleurs, la Belgique s'enfonce dans la pire crise du capitalisme depuis les années '30 du siècle dernier, mais ce sont les travailleurs/euses et les allocataires sociaux qui payent les pots cassés. Depuis le mois de septembre 2008, près de 14.000 emplois ont été perdus et les prévisions pour 2009 sont pires : près de 60.000 pertes d'emplois et 100.000 personnes supplémentaires au chômage d'ici à la fin de l'année ! Pour les capitalistes, la crise est un prétexte en or pour continuer à faire ce qu'ils font depuis 30 ans : licencier, baisser les salaires et allocations, démanteler les services publics et la sécu et presser les salarié/es comme des citrons, tout en exigeant des milliards en subsides publics et en réduction des cotisations patronales, et en empochant les intérêts de la dette que l'Etat a contracté envers eux pour « renflouer les banques ».

Le chômage temporaire a augmenté de 86% en un an ; près d'un ouvrier sur trois est concerné. L'inflation baisse nous dit-on. Mais qu'est-ce que cela change pour les 290.000 salarié/es concerné/es qui perdent en moyenne 30% de leurs revenus ? On nous a annoncé comme une grande conquête sociale le rehaussement de l'intervention de l'Etat pour que les indemnités de chômage temporaire s'élèvent de 65 à 75% du salaire. Mais il s'agit là d'argent public, celui de la collectivité et non des patrons. En deux mois, l'ONEm a déjà épuisé 29% de son budget annuel, en consacrant aux indemnités de chômage temporaire un montant trois fois supérieur à celui d'il y a un an. Et on veut aussi nous vendre dans les mêmes conditions l'élargissement du chômage économique « pour force majeure » aux employé/es - une manière « subtile » d'envisager l'harmonisation des statuts d'ouvrier/ères et d'employé/es comme un nivellement par le bas – ce qui ne coûterait « que » 100.000.000 d'euros par an de plus à l'Etat.

Au « qui perd gagne » capitaliste, les travailleurs/euses sont toujours les perdant/es puisque, dans le même temps, les patrons en profitent pour réduire leur propre intervention dans les indemnités de chômage temporaire de 10 à 20%, ce qui implique une perte nette de 130 euros par mois pour les salarié/es, comme c'est le cas à Arcelor Mittal. La crise a aussi bon dos pour attaquer les conditions de travail. Toujours à Arcelor Mittal, tandis que les travailleurs travaillent à 20% du temps, la production est réduite à 25%, ce qui signifie une augmentation des cadences pour les travailleurs/euses… et des profits pour les patrons.

En outre, comble du cynisme, les milliers de nouveaux « demandeur/euses d'emploi » sont la cible de la « chasse aux chômeurs ». Grâce aux politiques « d'activation » et de contrôle gestapiste, il y a eu en 2008 plus de 6.400 suspensions de quatre mois et plus de 4.500 exclusions du droit aux allocations de chômage. Du coup, les CPAS sont au bord de la rupture de charge, la misère et la précarité, qui touchent majoritairement les femmes, explosent.

Face à cette situation, les victimes devront passer une seconde fois à la caisse puisque le gouvernement se prépare à renflouer les caisses de l'Etat sur leur dos, démontrant qu'il est plus que jamais au service des grandes fortunes capitalistes. Par une baisse continue de l'impôt des sociétés, de la taxation des capitaux et par une généreuse distribution de cadeaux fiscaux et autres intérêts notionnels, les politiques menées depuis des lustres en faveur des capitalistes ont grevé les recettes publiques et favorisé la crise. Au lieu de s'attaquer exclusivement aux profits et aux revenus des grandes fortunes en remettant radicalement en question ces politiques, le gouvernement se prépare au contraire à chercher dans la poche des salarié/es et des allocataires sociaux les milliards manquants afin de rétablir le sacro-saint équilibre budgétaire.

Austérité et passivité syndicale

Pour l'instant, les partis traditionnels sont trop obnubilés par leurs calculs électoralistes du 7 juin. Mais, derrières les belles promesses, la bouche en cul de poule et les sourires forcés, les dents des vampires capitalistes se profilent déjà que le gouvernement appliquera dès la rentrée 2009 une cure d'austérité drastique. Le parti du « Premier », le CD&V, l'annonce sans détour, il faudra « des efforts comparables à ceux du Plan Global sous le gouvernement Dehaene ». Vu la référence historique et l'ampleur de la crise, cela signifie au minimum 4 à 5 milliards d'euros d'économies annuelles sur les dépenses publiques et sociales. Et l'on nous refait le coup classique du « tout le monde devra se serrer la ceinture ». Comme le déclare Melchior Wathelet, « cet effort est tel qu'on aura besoin de tout le monde. Toutes les composantes seront mises à contribution (...) y compris la Sécurité sociale » ...

Au-delà de ses effets de manche électoraux de circonstance, le PS jouera lui aussi son rôle traditionnel de « caution de gauche » à l'heure d'imposer des « sacrifices » aux travailleurs/euses. Pour Onkelinx, « la nécessité de retrouver l'équilibre budgétaire » est l'alpha et l'oméga pour lequel les revenus du capital devraient payer « une grande partie de la note que la crise nous laisse »... Qui vivra verra, mais une chose est claire, il s'agit d'une « partie » seulement, la population payera tout le reste.

Dans ce contexte alarmant, que font les directions syndicales ? Pas grand chose. Avec l'Accord interprofessionnel 2009-2010 et le Plan de relance, elles se sont lié les mains en signant la paix sociale avec le patronat et le gouvernement pour quelques miettes en échange de milliards de cadeaux au patronat. Elles se limitent donc pour l'instant à contester en parole et à organiser des actions ponctuelles et isolées, comme la manifestation du 15 mai à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats. Mais elles n'organisent pas la contre-offensive d'ensemble aujourd'hui nécessaire.

Il faut toutefois souligner et saluer l'initiative de la FGTB Wallonne avec sa campagne de dénonciation et de propositions anticapitalistes menée sous le slogan « Le capitalisme nuit gravement à la santé » (voir le site www.contre-attaque.be). Une très bonne initiative qui a le mérite de pointer directement la responsabilité du système capitaliste lui-même et de lancer des pistes de revendications et d'exigences – parfois pertinentes, parfois insuffisantes.

Cette campagne devrait pourtant être assumée par l'ensemble de la FGTB. Elle pourrait également servir de base pour un réel mouvement d'ensemble, mené en front commun par la FGTB et la CSC, avec un calendrier d'action graduel vers une grève générale interprofessionnelle. C'est la seule méthode réaliste afin d'imposer au patronat et au gouvernement un plan d'urgence sociale qui fasse réellement payer la crise aux capitalistes.

Ailleurs en Europe ou dans le monde, en Grèce, en France, en Italie, en Irlande, en Islande, au

Portugal ou encore dans les Antilles, la résistance et la contre-offensive s'organise dès à présent. L'exemple de la Guadeloupe et de la Martinique, au-delà des spécificités locales, nous montre la voie à suivre ; une grève générale illimitée menée par une coalition de syndicats, de partis de gauche, d'associations, qui a arraché une belle victoire : 200 euros d'augmentation salariale pour toutes et tous !

Votez anticapitaliste !

C'est sur ces questions, entre autres, que la LCR mène sa campagne pour les élections européennes. Pour nous, cette candidature électorale est avant tout une tribune afin de porter un message bien précis dans le contexte actuel. Nous voulons tout d'abord populariser la nécessité absolue pour les salarié/es, les jeunes, les femmes, les chômeurs/euses de résister, de se mobiliser dans une lutte massive et unitaire contre toutes les conséquences de cette crise globale, pour imposer un plan d'urgence sociale qui fasse payer la note aux capitalistes et à eux seuls. Un plan d'urgence sociale pour un contrôle et une redistribution radicale des richesses ; pour l'interdiction des licenciements ; pour l'augmentation des salaires et des revenus ; pour la réduction et le partage du temps de travail ; pour la nationalisation du secteur bancaire ; pour la récupération et l'extension des services publics.

L'urgence sociale se double et se combine avec l'urgence écologique du fait de l'accélération du réchauffement climatique. Face à ce défi planétaire, nous n'avons que dix années devant nous afin d'éviter le scénario catastrophe. Cela implique avant tout de remplacer complètement les énergies épuisables (pétrole, charbon, gaz naturel et uranium) par les énergies renouvelables, indépendamment du coût de celles-ci, de passer à un système énergétique décentralisé, public et planifié, autogéré par les populations, et d'utiliser les ressources naturelles à un rythme compatible avec leur vitesse de renouvellement. Seule une transition démocratiquement planifiée peut répondre à cette urgence en retirant les secteurs d'activité décisifs du point de vue social et écologique des mains du privé et en les mettant au service et sous le contrôle de la collectivité.

Nous affirmons ensuite que lutter pour imposer ces mesures d'urgence sociale et écologique ne suffit pas si nous voulons en finir avec un système qui génère de par sa logique même les crises, la misère, les inégalités, les catastrophes écologiques et la guerre. Il faut également avancer un programme offensif de rupture anticapitaliste, notamment vis-à-vis de l'Union européenne qui porte une responsabilité centrale dans la situation actuelle. Et nous disons enfin que ce programme devra s'incarner et être porté par une force politique de type nouveau, rassemblant toutes les résistances à l'exploitation capitaliste et à toutes les oppressions.

Pour faire entendre une alternative résolument anticapitaliste, féministe et écosocialiste, le 7 juin, votez révolté/es, votez LCR-PSL !